

# Virginie Duby-Muller, député de la 4<sup>e</sup> circo : « Je n'ai qu'un devoir, c'est celui de réussir »

**Assurance maladie, ZSP, mariage gay : l'élue haut-savoie fait le point sur les dossiers qu'elle porte et évoque ses six premiers mois à l'Assemblée nationale.**

Le 31 mai 2014 prendra fin l'exception frontalière en matière d'assurance maladie. Etes-vous satisfaite du travail des parlementaires ?

Cela a déjà permis de gagner du temps. Il était initialement prévu de mettre fin au droit d'option au 1<sup>er</sup> janvier 2013, de façon brutale. Nous avons ensuite monté un dossier technique via les associations, notamment le Groupement transfrontalier européen, pour avoir un topo global des répercussions au niveau local, sur les entreprises, les assureurs, les frontaliers. A mon avis, les 400 millions d'euros que le gouvernement espère récupérer sur cette assurance maladie, ne représentent rien par rapport aux coûts que cela va engendrer. Si on fait la balance, il n'y aura aucun intérêt pour l'Etat. Il n'y a pas que la Haute-Savoie et le Pays de Gex, d'autres territoires sont concernés. J'en ai parlé avec le ministre de l'Economie et des finances Pierre Moscovici qui connaît bien le problème étant donné qu'il était lui-même parlementaire du Doubs, département frontalier. Je crois que c'est lui qui a "freiné" sa collègue Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé. On reste mobilisé aux côtés des associations pour qu'il y ait une négociation.

Tôt ou tard, ce système dérogatoire n'allait-il pas finir par disparaître ?

Je ne pense pas ou alors avec une négociation. Il faut voir localement comment cela se passe pour se faire soigner des deux côtés de la frontière, tandis que là on ne s'était pas penché sur ce problème. Que se serait-il passé pour les personnes hospitalisées en Suisse au 1<sup>er</sup> janvier 2013 ? Il y a eu précipitation : on a vu une ligne budgétaire à supprimer avec les frontaliers, qui par amalgame sont considérés comme des gens aisés. Mais la mobilisation a permis de le-

ver les ambiguïtés.

Le classement de six quartiers de l'agglomération annemassienne en zone de sécurité prioritaire va-t-il faire reculer une délinquance qui est finalement attirée par Genève ?

C'est un outil qui apporte des moyens supplémentaires. Le commissaire Guffon a vraiment fait un travail formidable avec des résultats concrets et il faut l'encourager. Il y a effectivement une délinquance sur Annemasse mais on n'en parlait pas. C'est une réalité même si on ne la voit pas, comme les réseaux qui vendent du cannabis. Malgré des prises importantes qui sont effectuées il y a cet appel d'air causé par la présence de Genève. Mais il faut continuer à encourager le travail des équipes du commissariat ainsi que la coopération avec les Suisses. A partir du moment où l'on a des moyens supplémentaires et que l'on a un travail sur le terrain qui va dans le bon sens, il faut continuer. C'est pour cela que je n'ai pas fait de politique politicienne : lorsque l'on a évoqué ces ZSP début septembre, il était naturel pour moi d'appuyer ce dossier car c'était un outil pertinent. Surtout quand vous voyez que le commissariat d'Annemasse a les chiffres d'activité cumulés de ceux de Thonon et d'Annecy ! S'il fallait une ZSP en Haute-Savoie, il est normal qu'elle soit à Annemasse plutôt que dans la vallée de l'Arve. On n'a pas le même type de délinquance même si je ne sous-estime pas les problèmes qu'il peut y avoir dans la vallée de l'Arve.

Vous avez également interpellé Manuel Valls à propos d'un nouveau commissariat. Y a-t-il du neuf ?

Des consultations sont en cours. On est dans un contexte budgétaire assez difficile et l'Agglo serait partie prenante. Il suffit de se rendre au commissariat pour se rendre compte de sa vétusté. Je m'y suis rendue car en tant que parlementaire, on a le droit de visiter les salles de rétention sans demander d'autorisation et elles sont indignes. Tout comme les conditions d'accueil du public et de travail du personnel. Le bâti-



« On m'a attaqué parce que j'étais une femme, que j'étais jeune, que je ne connaissais rien aux dossiers et blonde en plus ! » © AN

ment n'est plus adapté et l'idéal serait d'aménager des locaux existants car construire ex-nihilo, cela a un coût. Que ce soit le ministère ou les élus locaux, tous sont d'accord sur la nécessité d'avoir un commissariat rénové. Je ne peux pas donner de délai mais cela peut aller vite si un nouveau bâtiment est trouvé.

Vous vous engagez sur des sujets de société comme le mariage pour tous à propos duquel vous organisez avec votre collègue Sophie Dion, un débat à Cluses (le 20 décembre, ndr). Qu'en attendez-vous ?

C'est une question sociétale importante. Nous souhaitons qu'il y ait une consultation nationale, éventuellement un référendum. Le gouvernement n'avait pas prévu initialement d'auditions mais sous la pression de certains élus, nous avons reçu des représentants religieux, des psychiatres, des parlementaires belges, portugais et espagnols. De la même façon, nous avons appris que François Hollande voulait que sur la procréation médicale assistée (PMA), les parlementaires res-

vois pas l'évolution de la société ? » Les couples homosexuels qui élèvent des enfants ou des femmes qui vont se faire inséminer en Belgique ou en Espagne, cela existe bien sûr. Mais pendant ma campagne j'ai défendu des valeurs et des convictions personnelles comme le travail, le mérite ou la famille. Pour moi cette dernière est composée d'un père et d'une mère. J'attends de voir la mobilisation pour la manifestation du 10 janvier et si elle sera prise en compte par le gouvernement. Cela dépasse les clivages car même des personnalités socialistes comme Lionel Jospin et son épouse, Sylviane Agacinski, sont contre le mariage gay et l'adoption par des couples de même sexe.

Ancienne conseillère régionale, Sophie Dion a démissionné pour se consacrer à son mandat de député. Vous avez récupéré son siège. Cela veut dire que vous êtes pour le cumul des mandats ?

Pour moi, il ne faut pas être un élu "hors sol". C'est important d'avoir un mandat local pour coller à la réalité du terrain. Il faut avoir deux mandats, pas plus. De toute façon, c'est ce que prévoit la loi. Il faut ensuite être organisé dans son travail pour pouvoir tout faire. A la région, nous sommes convoqués très peu souvent étant donné que la situation est délicate pour monsieur Queyranne avec sa majorité composée d'écologistes et d'élus du Front de Gauche. A la région on s'occupe de compétences qui sont importantes au niveau local avec des dossiers comme le Ceva où l'Institut de formation en soins infirmiers à Ambilly. Si les gens trouvent que l'on fait mal son mandat, ils ont une arme : c'est le scrutin ! Je suis quelqu'un de très consciencieux et quand je m'engage, je le fais avec sérieux. Suite à la démission de Sophie Dion, je voulais voir si j'étais capable de tout mener de front et j'y arrive. Je suis présente, je fais les choses avec passion et cela me plaît.

La politique est aussi votre métier puisque vous n'exercez pas d'activité professionnelle...

Si l'on veut faire les choses bien, il faut le faire à temps complet. A l'Assemblée nationale, plus de la moitié des députés sont des fonctionnaires. Ils ont la possibilité de se mettre en disponibilité et s'ils sont battus, ils retrouveront leur poste avec le même niveau de salaire. Pour le privé, vous n'avez pas les mêmes assurances. Moi j'ai pris un risque car j'étais salariée du privé en tant qu'assistante parlementaire de Claude Birraux. Mais c'est un risque que j'ai pris par passion. Je trouve que c'est un minimum d'aller deux jours par semaine à Paris, d'être présent dans les commissions, d'intervenir sur les textes. Sincèrement j'admire Lionel Tardy (député de la 2<sup>e</sup> circonscription) qui a encore son entreprise. Il

est aidé par un de ses fils mais c'est une bête de travail. Etre parlementaire c'est très chronophage. Je ne me plains pas mais c'est difficilement compatible avec une activité salariée. Mais député n'est pas un métier, c'est une fonction. Je sais que rien n'est acquis et que ce sont les électeurs qui décident. Je suis très prudente en politique.

Quelle sera votre position pour les municipales de 2014 ? Pourriez-vous mener une liste à Annemasse ?

Si la loi sur le cumul des mandats est votée, je n'aurais pas cette possibilité. Pour l'instant, j'ai déjà beaucoup de travail et je souhaite me consacrer pleinement aux mandats que j'exerce. En tant que député c'est déjà pas mal de s'occuper de 53 communes.

L'UMP survivra-t-elle à la guerre Copé/Fillon ?

Oui, on voit bien que la gauche a survécu aux Congrès de Reims et de Rennes donc on survivra. Cela laissera des traces et des traumatismes malgré tout. Il faut faire preuve de résilience. Comme dans une famille, on surmonte des épreuves et l'on n'aura de salut que dans le rassemblement. Personnellement, je n'ai pas pris position pour l'un ou l'autre. Les deux m'ont aidé pendant la campagne. Ici tout s'est parfaitement bien passé. C'est dommage que des problèmes dans quelques bureaux de vote aient éclaboussé cette élection. Ces primaires étaient une première et personne ne pronostiquait un résultat aussi serré, ce qui a amplifié cette crise. Maintenant l'objectif c'est 2014, c'est la reconquête. On a vu la dégradation du triple A de la France, le rejet du budget par le Sénat : on a matière pour l'opposition mais pendant trois semaines on a été complètement absents et je le déplore. Les militants ne veulent pas de cette querelle d'ego.

En septembre vous disiez être impressionnée du passage de l'ombre à la lumière. Six mois après votre élection, vous êtes-vous acclimatée aux projecteurs de l'Assemblée nationale ?

Petit à petit, oui. Etre dans l'opposition, c'est un rôle particulier. On prend confiance au fur et à mesure. Je n'ai qu'un devoir, c'est celui de réussir. Je me suis positionnée en fonction de mes intérêts personnels sur l'école, le numérique ou encore le droit des femmes. Et vu ce que j'ai vécu pendant ma campagne, je me dis qu'il y a encore des choses à faire ! On m'a attaqué parce que j'étais une femme, que j'étais jeune, soi-disant que je n'étais pas d'ici, que je ne connaissais rien aux dossiers, et blonde en plus ! Ce qui m'a le plus blessé c'est d'avoir été traitée de carriériste qui pensait plus à son élection qu'à sa fille. Contre un homme, jamais on n'aurait utilisé ce genre d'argument. Même si je sais qu'il faut se blinder en politique, il y a des attaques qui sont indécents.

ENTRETIEN RÉALISÉ  
PAR YVES GALLARD



Le député dans sa circonscription, comme ici lors de la cérémonie de l'Appel du 18-Juin à Annemasse.